



**Mon cœur n'est pas
en libre-service**

Loi sur la transplantation

NON

Le 15 mai



don-organes-pas-sans-consentement.ch

« Voler » des organes aux personnes précarisées ?

Il est irréaliste de présumer que chaque habitant suisse aura entendu qu'il fallait s'enregistrer s'il ne voulait pas donner ses organes. Il y aura fatalement des prélèvements contre la volonté du défunt. Pour les **personnes précarisées**, l'obligation de manifester leur refus mènera probablement à des prélèvements contre leur gré en raison de leurs difficultés d'accès à l'information, notamment pour des questions de langue.

Nous ne votons pas pour ou contre le don d'organes !

Nous sommes d'avis que la Suisse mérite plus de donneurs pour sauver plus de vies. Mais forcer la porte en misant sur le consentement présumé, c'est faire **fausse route**. La nouvelle loi contredit le standard médical du consentement informé, la Constitution fédérale et l'avis de la Commission Nationale d'Éthique. Pour augmenter le nombre de donneurs, une meilleure information de la population et une transparence accrue sont des moyens bien meilleurs.

Droit actuel

Consentement explicite
(au sens élargi)



Les organes peuvent être prélevés si :

- le mourant a donné son **accord** et
- ses proches ont donné leur **accord** (si le mourant n'a pas documenté sa décision).

Modification proposée

Consentement présumé
(au sens élargi)



Les organes peuvent être prélevés si :

- le mourant n'a pas documenté son **refus** de donner ses organes et
- ses proches ne **refusent** pas le don (en respectant la volonté du mourant).

D'avantage de donneurs? Rien n'est moins sûr.

Plusieurs études ont montré que la raison principale des taux supérieurs de dons d'organes dans d'autres pays européens **n'est pas** le consentement présumé, mais une organisation hospitalière différente. La modification proposée ne résoudra donc vraisemblablement pas le problème du manque de donneurs !

**Mon cœur n'est pas
en libre-service**



don-organes-pas-sans-consentement.ch

Loi sur la transplantation

NON

Le 15 mai

Le silence ne signifie JAMAIS oui



L'éthique médicale exige le **consentement informé** du patient pour chaque acte sur son corps. Lorsqu'il s'agit de l'intégrité du corps de ses citoyens, l'Etat ne doit jamais interpréter le silence comme consentement !

Pression impitoyable sur ses proches endeuillés

Lorsqu'une personne mourante n'a pas documenté sa volonté par rapport au don d'organes, les proches sont interrogés. Ils n'ont le droit de s'opposer au prélèvement que si le défunt y était vraisemblablement opposé. La nouvelle loi met ainsi une pression supplémentaire sur les proches déjà endeuillés suite à l'accident ou l'AVC de la personne mourante. Cela augmente le risque que les proches consentent à une décision que certains regretteront plus tard.



Danger : prélèvement involontaire

Vu la difficulté d'informer toute la population sur ce revirement majeur, il est prévisible que des mourants subiraient des prélèvements **contre leur gré** parce qu'ils ignoraient devoir documenter leur refus et que leurs proches cèdent à la pression.

Limitation des droits fondamentaux

La Constitution suisse définit, dans le chapitre des droits fondamentaux :

² *Tout être humain a droit à la liberté personnelle, notamment à l'intégrité physique et psychique et à la liberté de mouvement.
(Constitution fédérale, art. 10)*

Avec la nouvelle loi, il faudrait **explicitement refuser** le don de ses organes pour conserver l'intégrité de son corps. Tout être humain doit jouir des droits fondamentaux de façon inconditionnelle, indépendamment de ses actions.

Nos raisons pour refuser la loi sur la transplantation:

«Pourquoi mon corps serait-il moins bien protégé que mon compte en banque? Le consentement présumé n'est ni éthique, ni digne de l'état de droit.»

Verena Diener, ancienne conseillère d'État PVL, ZH

«Un don d'organe est toujours une décision réfléchie et explicite. C'est pour cela qu'il faut un consentement libre et éclairé, et non présumé.»

Marianne Streiff, conseillère nationale PEV, BE

«La nouvelle loi nous oblige à manifester notre refus, faute de quoi nos organes peuvent être prélevés. L'intégrité physique ne serait plus un droit fondamental inconditionnel.»

Josef Dittli, conseiller aux États PLR, UR

«Le don d'organes touche à l'essentiel de la personnalité et de la dignité humaine. La mise en place d'une présomption de consentement soulève des questions fondamentales sur lesquelles le peuple doit pouvoir se prononcer.»

Nicolas Leroux, avocat, Meinier GE

Qui ne dit mot... ne consent pas !

L'éthique médicale demande l'accord du patient (consentement éclairé) pour chaque acte médical sur son corps, même pour les prises de sang ou les vaccins. Le prélèvement d'organes est éthiquement admissible **uniquement** lorsque la personne y a consenti de manière **éclairée, libre et explicite**.

Un État de droit ne devrait jamais considérer le silence des mourants comme un consentement ! Le receveur de l'organe et les proches du donneur ont eux aussi besoin d'être sûrs que le don était volontaire et libre.

Pourquoi votons-nous à ce sujet?

Un comité hors partis politiques, composé de médecins, juristes, éthiciennes, théologiens et de parlementaires a fait aboutir en janvier 2022 le **référendum** contre la modification de la loi sur la transplantation. C'est pour cette raison que le peuple se prononce le 15 mai sur cette question importante!

Pour plus d'informations ou pour nous soutenir:

IBAN: CH94 0900 0000 1586 9656 5

don-organes-pas-sans-consentement.ch